



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)</i>						
	\$	\$	%	\$	\$	%
Opérations						
Produits	565 158	540 257	4,6	1 675 123	1 632 093	2,6
BALIA ajusté ⁽¹⁾	254 233	243 115	4,6	757 775	735 639	3,0
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	45,0 %	45,0 %	—	45,2 %	45,1 %	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	—	7 476	—
Réclamations et litiges	—	10 499	—	—	10 499	—
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	—	450 000	—
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	—	227 890	(264 209)	—
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	241 689	181 498	33,2	610 700	483 545	26,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 202	94 442	6,1	282 895	357 493	(20,9)
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	104 728	84 664	23,7	322 894	199 404	61,9
Situation financière⁽²⁾						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	—	102 067	62 286	63,9
Immobilisations corporelles	—	—	—	1 952 699	1 989 720	(1,9)
Total de l'actif	—	—	—	5 348 801	5 333 249	0,3
Endettement ⁽³⁾	—	—	—	2 749 785	2 929 108	(6,1)
Capitaux propres	—	—	—	1 560 094	1 379 915	13,1
Intensité du capital⁽¹⁾	17,7 %	17,5 %	—	16,9 %	21,9 %	—
Données par action⁽⁴⁾						
Bénéfice (perte) par action						
De base	1,55	(7,89)	—	4,63	(5,39)	—
Dilué(e)	1,54	(7,89)	—	4,60	(5,39)	—
Dividendes	0,43	0,39	10,3	1,29	1,17	10,3

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 31 mai 2017 et au 31 août 2016. Le total de l'actif et les capitaux propres ont été retraités pour l'exercice clos le 31 août 2016, comme il est présenté à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés à payer, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel 2016 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, à la propriété, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2016 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») s'engage à offrir à ses clients des services d'excellente qualité et à accroître la valeur pour l'actionnaire. La Société se concentre sur l'optimisation de la rentabilité tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour générer une croissance future. Pour atteindre ces objectifs, la Société a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens et américains	Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »)
Élargir l'offre de services, améliorer les services existants en les fournissant à des prix intéressants et rechercher des acquisitions à valeur ajoutée	Faire la promotion de la nouvelle image de marque au moyen d'une approche centrée sur les gens
Améliorer les réseaux à l'aide de technologies avancées à la fine pointe	Accroître notre bassin de clientèle à l'aide d'une stratégie de mise en marché améliorée qui vise particulièrement certains marchés horizontaux et verticaux
Améliorer l'expérience client et les processus d'affaires pour renforcer la fidélisation et la rétention des clients	Rationaliser et élargir notre gamme de produits pour mettre en marché des solutions pertinentes qui seront soutenues par un service à la clientèle exceptionnel
Maintenir une gestion solide du capital et un contrôle rigoureux des dépenses	Renforcer les processus et les systèmes internes afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et d'optimiser les infrastructures
	Optimiser l'utilisation des actifs courants afin d'optimiser les flux de trésorerie

La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, sa marge d'exploitation⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les produits ont augmenté de 43,0 millions \$, ou 2,6 %, pour atteindre 1,68 milliard \$, comparativement à 1,63 milliard \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, essentiellement stimulés par la croissance de 5,7 % du secteur des Services à large bande américains et de 2,5 % du secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancée en partie par une diminution de 3,0 % au sein du secteur des Services de TIC aux entreprises.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 22,1 millions \$, ou 3,0 %, pour atteindre 757,8 millions \$, comparativement à 735,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, essentiellement en raison de l'amélioration des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, contrebalancée en partie par une diminution au sein du secteur des Services de TIC aux entreprises.

La marge d'exploitation de Cogeco Communications a légèrement augmenté, passant de 45,1 % à 45,2 %, en raison de la hausse de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, facteur contrebalancé en partie par une légère baisse de la marge du secteur des Services à large bande américains et par une baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, Cogeco Communications a déclaré des flux de trésorerie disponibles de 322,9 millions \$, une hausse de 123,5 millions \$, ou 61,9 %, par rapport au montant de 199,4 millions \$ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives, surtout dans le secteur des Services à large bande canadiens, et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des Services de TIC aux entreprises. L'augmentation du BAIIA ajusté, le montant relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent et la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ont également contribué à la hausse des flux de trésorerie disponibles.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Durant la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 282,9 millions \$, et les produits, à 1,68 milliard \$, pour une intensité du capital de 16,9 %, comparativement à 21,9 % à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs. Même si les dépenses d'investissement ont été moindres au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, la Société s'attend à ce que les dépenses d'investissement annuelles concordent avec les projections pour l'exercice 2017.

Dans le secteur des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 154,6 millions \$, comparativement à 187,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette diminution découle principalement d'une différence temporelle du calendrier des achats d'équipements à l'abonné, de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux, en raison du calendrier de certaines initiatives.

Dans le secteur des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 99,4 millions \$, comparativement à 86,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'équipements à l'abonné en raison de la croissance des unités de service primaire⁽¹⁾ et à l'augmentation de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux qui est attribuable à la croissance soutenue dans le secteur commercial, conjuguée à l'amélioration et à l'agrandissement de notre réseau dans certaines régions desservies.

Dans le secteur des Services de TIC aux entreprises, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 28,9 millions \$, comparativement à 83,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette diminution s'explique par l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan, ainsi que par le calendrier de certaines initiatives. De plus, les dépenses d'investissement ont été plus élevées au cours de la période correspondante de l'exercice 2016 en raison des investissements stratégiques effectués au centre de données de Kirkland.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 10 juillet 2017, Cogeco Communications a annoncé que sa filiale, Atlantic Broadband, a conclu un accord avec Harro Communications, L.P., dans le but d'acquérir la quasi-totalité des actifs de ses systèmes de câblodistribution exerçant ses activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »), qui dessert environ 120 000 clients d'Internet, 76 000 clients de vidéo et 37 000 clients de téléphonie. La transaction évaluée à 1,4 milliard \$ US inclut la valeur actualisée prévue des avantages fiscaux futurs de 310 millions \$ US et est assujettie aux ajustements de clôture habituels. Cette acquisition devrait être financée au moyen d'un financement par titres d'emprunt sans recours d'Atlantic Broadband et d'une participation en actions de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband. La transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, aux approbations réglementaires, de même qu'à d'autres conditions habituelles. La Société prévoit conclure la transaction en janvier 2018.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	565 158	540 257	4,6	1 675 123	1 632 093	2,6
Charges d'exploitation	306 132	292 555	4,6	903 062	882 566	2,3
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 793	4 587	4,5	14 286	13 888	2,9
BAlIA ajusté	254 233	243 115	4,6	757 775	735 639	3,0
Marge d'exploitation	45,0 %	45,0 %		45,2 %	45,1 %	

PRODUITS

Les produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 24,9 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 565,2 millions \$, stimulés par la croissance de 9,8 % dans le secteur des Services à large bande américains et la croissance de 3,3 % dans le secteur des Services à large bande canadiens, conjuguées aux produits stables enregistrés dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les produits ont augmenté de 43,0 millions \$, ou 2,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 1,68 milliard \$, stimulés par la croissance de 5,7 % du secteur des Services à large bande américains et de 2,5 % du secteur des Services à large bande canadiens, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de 3,0 % dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 306,1 millions \$, soit une hausse de 13,6 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté dans l'ensemble de nos secteurs opérationnels. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a également contribué à cette hausse.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les charges d'exploitation ont augmenté de 20,5 millions \$, ou 2,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 903,1 millions \$. Les charges d'exploitation ont augmenté dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains et sont demeurées essentiellement inchangées dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 se sont chiffrés à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,6 millions \$ et à 13,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, le BAIJA ajusté a augmenté de 11,1 millions \$, ou 4,6 %, pour atteindre 254,2 millions \$, et de 22,1 millions \$, ou 3,0 %, pour atteindre 757,8 millions \$, respectivement. Pour les deux périodes, l'augmentation du BAIJA ajusté découle de l'amélioration des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, contrebalancée en partie par une baisse du BAIJA ajusté du secteur des Services de TIC aux entreprises.

La marge d'exploitation pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 est demeurée stable, à 45,0 %, et la marge d'exploitation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 a légèrement augmenté, passant de 45,1 % à 45,2 %, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016, en raison de l'augmentation de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancée en partie par une légère baisse de la marge du secteur des Services à large bande américains et par une baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour plus de détails sur le BAIJA ajusté et la marge d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

4.2 CHARGES FIXES

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Dotation aux amortissements	119 597	123 928	(3,5)	357 926	378 664	(5,5)
Charges financières	31 792	32 792	(3,0)	96 357	101 984	(5,5)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 4,3 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 119,6 millions \$, en raison essentiellement de l'amortissement complet de certaines immobilisations et de la perte de valeur d'immobilisations incorporelles comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2016, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et par la hausse des acquisitions d'immobilisations corporelles. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 20,7 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 357,9 millions \$, en raison essentiellement de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, de la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de l'amortissement complet de certaines immobilisations et de la perte de valeur d'immobilisations incorporelles comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les charges financières ont diminué de 1,0 million \$, ou 3,0 %, et de 5,6 millions \$, ou 5,5 %, respectivement, pour s'établir à 31,8 millions \$ et à 96,4 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison du niveau d'endettement plus faible qui s'explique par les flux de trésorerie disponibles générés. De plus, la diminution des charges financières au cours du trimestre a été contrebalancée en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

4.3 PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, la Société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ qui est liée à son secteur des Services de TIC aux entreprises.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'a eue la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles sur les résultats financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2016 :

(en milliers de dollars)	\$
Perte de valeur du goodwill	428 500
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	21 500
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	450 000
Impôts sur le résultat	(16 048)
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, déduction faite des impôts sur le résultat	433 952

4.4 RÉCLAMATIONS ET LITIGES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, la filiale de la Société, Cogeco Peer 1, a comptabilisé un montant de 10,5 millions \$ relatif au règlement de réclamations et aux coûts liés à des litiges.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les impôts sur le résultat ont augmenté de 14,5 millions \$ et de 24,4 millions \$, pour atteindre 26,6 millions \$ et 75,6 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse pour les deux périodes est principalement attribuable à un bénéfice avant impôts sur le résultat, par rapport à une perte avant impôts sur le résultat pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent qui découle de la comptabilisation d'une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2016, dont une tranche n'était pas déductible. Cette augmentation est aussi attribuable à une hausse du taux d'imposition effectif lié aux investissements dans des établissements à l'étranger ainsi qu'à la réévaluation des actifs d'impôts différés effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2016, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'imposition quasi adoptés.

Le 26 mars 2015, le gouvernement du Québec a annoncé, dans le cadre de son budget pour 2015, que le taux d'imposition sur le revenu des sociétés sera réduit graduellement de 0,1 % par année, le faisant ainsi passer de 11,9 % en 2017 à 11,5 % en 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 15 novembre 2016, ont donné lieu à une diminution d'environ 1,7 million \$ des passifs d'impôts différés et des impôts différés pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017. De plus, le 8 juillet 2015, le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé qu'il procéderait à des réductions du taux d'imposition sur le revenu des sociétés, qui passera ainsi de 20 % à 19 % le 1^{er} avril 2017, puis à 18 % le 1^{er} avril 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 26 octobre 2015, ont donné lieu à une diminution des actifs d'impôts différés de 1,3 million \$ et à une augmentation des impôts différés du même montant au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016.

4.6 BÉNÉFICE (PERTE) DE LA PÉRIODE

Pour la période de trois mois close le 31 mai 2017, le bénéfice de la période s'est chiffré à 76,2 millions \$, ou 1,55 \$ par action, contre une perte de 387,4 millions \$, ou 7,89 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le bénéfice de la période s'est chiffré à 227,9 millions \$, ou 4,63 \$ par action, contre une perte de 264,2 millions \$, ou 5,39 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance pour les deux périodes découle de la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ et d'un montant de 10,5 millions \$ lié aux réclamations et litiges comptabilisés à l'exercice précédent, ces deux éléments s'étant produits dans le secteur des Services de TIC aux entreprises. La tranche restante de la variation s'explique par l'augmentation du BAIIA ajusté et par la diminution de la dotation aux amortissements, contrebalancées en partie par une hausse des impôts sur le résultat.

4.7 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2017			Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
				31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017 ⁽²⁾	31 mai 2016
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 534 925	1 926 537	608 388	(1 951)	(3 338)	24 928	14 097
Clients du service de vidéo	967 020	729 701	237 319	(9 977)	(8 928)	(17 374)	(22 252)
Clients du service Internet	1 034 686	764 350	270 336	11 167	10 382	46 513	43 068
Clients du service de téléphonie	533 219	432 486	100 733	(3 141)	(4 792)	(4 211)	(6 719)

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

(2) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu par le secteur des Services à large bande canadiens au premier trimestre de l'exercice 2017.

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 9 977 et à 17 374, respectivement, comparativement à 8 928 et à 22 252 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. La diminution plus marquée au cours du trimestre s'explique principalement par les offres concurrentielles au sein du secteur et par le changement des habitudes de consommation vidéo. La réduction des pertes pour les neuf premiers mois est essentiellement attribuable à l'intérêt que portent les clients aux offres de produits de vidéo de la Société, y compris aux services de vidéo numérique avancée TiVo tant au Canada qu'aux États-Unis et aux forfaits de services Internet haute vitesse, facteur contrebalancé en partie par les offres concurrentielles au sein du secteur, par la maturité des catégories de services au Canada et par le changement des habitudes de consommation vidéo.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 11 167 et à 46 513, respectivement, comparativement à 10 382 et à 43 068 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. Les ajouts nets s'expliquent par l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse et des services TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, ainsi que par la croissance durable du nombre de clients en provenance des revendeurs Internet et du secteur commercial, et par l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 3 141 et à 4 211, respectivement, comparativement à 4 792 et à 6 719 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. La réduction des pertes pour les deux périodes s'explique principalement par la croissance soutenue dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis, contrebalancée en partie par l'augmentation du taux de pénétration de la téléphonie mobile et par les diverses offres illimitées lancées au Canada par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

Pour plus de détails au sujet des statistiques sur les clients de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,7 % des actions de participation de la Société, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. La Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des neuf premiers mois clos le 31 mai 2017, la Société a attribué 81 350 options sur actions (71 650 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, la Société a facturé à Cogeco des montants de 163 000 \$ et de 465 000 \$ (162 000 \$ et 442 000 \$ en 2016), de 2 000 \$ et de 37 000 \$ (69 000 \$ et 248 000 \$ en 2016) et de 177 000 \$ et de 483 000 \$ (135 000 \$ et 364 000 \$ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et Cogeco en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de la Société. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à la Société à la date de signature. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à celui de la facilité renouvelable canadienne de la Société. Le prêt intersociétés a été entièrement remboursé par la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	241 689	181 498	610 700	483 545
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(100 212)	(94 934)	(275 242)	(356 752)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(85 498)	(62 268)	(296 600)	(235 141)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	253	(256)	923	(60)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	56 232	24 040	39 781	(108 408)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	45 835	30 718	62 286	163 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	102 067	54 758	102 067	54 758

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 241,7 millions \$, ce qui représente une augmentation de 60,2 millions \$, ou 33,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 11,1 millions \$ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 39,3 millions \$ des impôts sur le résultat payés attribuable au calendrier des paiements relatifs au report des acomptes provisionnels jusqu'au début de l'exercice 2018 en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise des filiales du secteur des Services à large bande canadiens; et
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; partiellement contrebalancés par
- la diminution de 7,2 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 610,7 millions \$, ce qui représente une augmentation de 127,2 millions \$, ou 26,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 22,1 millions \$ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 98,9 millions \$ des impôts sur le résultat payés attribuable au calendrier des paiements relatifs au report des acomptes provisionnels jusqu'au début de l'exercice 2018 en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise des filiales du secteur des Services à large bande canadiens;
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; et
- la diminution de 9,7 millions \$ des charges financières payées; partiellement contrebalancés par
- la diminution de 21,6 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les activités d'investissement ont augmenté de 5,3 millions \$, ou 5,6 %, et ont diminué de 81,5 millions \$, ou 22,8 %, respectivement, pour atteindre 100,2 millions \$ et 275,2 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016. La variation pour les deux périodes tient essentiellement à l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué plus loin.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Les activités d'investissement, dont les acquisitions d'immobilisations corporelles segmentées selon les normes établies par la *National Cable Television Association* (la « NCTA »), sont les suivantes :

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Équipements à l'abonné ⁽¹⁾	33 201	22 421	102 967	122 194
Infrastructure évolutive ⁽²⁾	22 497	8 914	51 987	43 557
Extensions de réseaux	13 758	9 557	35 296	41 871
Modernisation/reconstruction	5 178	4 112	12 462	13 142
Immobilisations de soutien	11 145	13 781	39 793	41 022
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services à large bande canadiens et américains	85 779	58 785	242 505	261 786
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services de TIC aux entreprises	9 668	30 844	26 047	79 820
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Siège social	—	—	—	26
Acquisitions d'immobilisations corporelles	95 447	89 629	268 552	341 632
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services à large bande canadiens et américains	3 778	4 235	11 445	11 889
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services de TIC aux entreprises	977	578	2 898	3 972
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	4 755	4 813	14 343	15 861
	100 202	94 442	282 895	357 493

(1) Comprennent principalement les appareils résidentiels ainsi que les remplacements et les nouveaux branchements de clients.

(2) Comprend principalement le matériel de tête de ligne, de vidéo numérique et de téléphonie ainsi que le matériel Internet.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 95,4 millions \$ et à 268,6 millions \$, respectivement, comparativement à 89,6 millions \$ et à 341,6 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont établies à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,8 millions \$ et à 15,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les variations les plus importantes sont les suivantes :

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

- Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont établies à 54,8 millions \$ et à 146,7 millions \$, respectivement, ce qui représente une augmentation de 21,0 millions \$, ou 62,0 %, et une diminution de 31,8 millions \$, ou 17,8 %, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation pour les deux périodes est principalement attribuable à une différence temporelle du calendrier relatif aux achats d'équipements à l'abonné, à l'infrastructure évolutive et aux extensions de réseaux, en raison du calendrier de certaines initiatives;
- Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont établies à 2,5 millions \$ et à 7,8 millions \$, respectivement, comparativement à 3,2 millions \$ et à 8,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016; et
- Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le ratio d'intensité du capital a atteint 15,9 %, contre 19,8 % pour la période correspondante de l'exercice 2016, en raison essentiellement de la diminution des dépenses d'investissement.

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

- Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont établies à 31,0 millions \$ et à 95,8 millions \$, respectivement, ce qui représente une augmentation de 6,0 millions \$ et de 12,6 millions \$, ou 24,1 % et 15,1 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation pour les deux périodes est principalement attribuable aux acquisitions d'équipements à l'abonné, en raison de la croissance des unités de service primaire, et à l'augmentation de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux en raison de la croissance soutenue dans le secteur commercial, conjuguée à l'amélioration et à l'agrandissement de notre réseau dans certaines régions desservies. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a également contribué à la croissance des dépenses d'investissement pour le trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016;
- Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont établies à 1,3 million \$ et à 3,6 millions \$, respectivement, comparativement à 1,0 million \$ et à 2,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016; et
- Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,5 %, contre 18,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

SECTEUR DES SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

- Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont établies à 9,7 millions \$ et à 26,0 millions \$, respectivement, ce qui représente une diminution de 21,2 millions \$ et de 53,8 millions \$, ou 68,7 % et 67,4 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution pour les deux périodes est attribuable à l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan, ainsi qu'au calendrier de certaines initiatives. De plus, les dépenses d'investissement ont été plus élevées pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016 en raison des investissements stratégiques effectués au centre de données de Kirkland;
- Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont établies à 1,0 million \$ et à 2,9 millions \$, respectivement, comparativement à 0,6 million \$ et à 4,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016; et
- Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le ratio d'intensité du capital a atteint 13,1 % contre 36,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, contrebalancée en partie par la diminution des produits.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services Internet.

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 104,7 millions \$, comparativement à 84,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 20,1 millions \$, ou 23,7 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation de 11,1 millions \$ du BAIIA ajusté; et
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; contrebalancés en partie par
- l'augmentation de 5,8 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle de la hausse des dépenses d'investissement, surtout dans le secteur des Services à large bande canadiens, en raison du calendrier de certaines initiatives, facteurs contrebalancés par le fait que l'optimisation des dépenses d'investissement est davantage mise au premier plan dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour les neuf premiers mois clos le 31 mai 2017, les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 322,9 millions \$, comparativement à 199,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 123,5 millions \$, ou 61,9 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution de 74,6 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives dans le secteur des Services à large bande canadiens, et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des Services de TIC aux entreprises;
- l'augmentation de 22,1 millions \$ du BAIIA ajusté;
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; et
- la diminution de 7,5 millions \$ des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, la baisse du niveau d'endettement découlant des remboursements sur la dette a entraîné une diminution de la trésorerie de 64,8 millions \$ et de 234,4 millions \$, respectivement, contre une baisse de la trésorerie de 43,0 millions \$ et de 177,3 millions \$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016.

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les			Explications
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	(2 043)	3 534	(5 577)	(748)	26 863	(27 611)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Remboursement du billet intersociétés à payer – Cogeco inc.	(40 000)	—	(40 000)	(40 000)	—	(40 000)	Remboursement de la facilité de crédit renouvelable intersociétés à court terme de 40 millions \$ à la société mère, Cogeco inc., au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	(20 326)	(37 238)	16 912	(173 323)	36 459	(209 782)	Remboursements sur les facilités renouvelables au cours des deux périodes de l'exercice 2017 en raison des flux de trésorerie disponibles générés. Remboursements sur les facilités renouvelables au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 en raison des flux de trésorerie disponibles générés. Augmentation des facilités renouvelables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, principalement en raison du remboursement des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions \$ US, venant à échéance en octobre 2015.
Remboursement sur la dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés	(1 601)	(9 339)	7 738	(19 444)	(240 629)	221 185	Remboursements sur les facilités de crédit de premier rang au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2017. Remboursements sur les facilités de crédit de premier rang au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2016, remboursement des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions \$ US, venant à échéance en octobre 2015, et règlement des instruments financiers dérivés connexes.
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(837)	—	(837)	(837)	—	(837)	Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.
	(64 807)	(43 043)	(21 764)	(234 352)	(177 307)	(57 045)	

DIVIDENDES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 21,2 millions \$, comparativement au dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$, ou 19,1 millions \$, au troisième trimestre de l'exercice 2016. Les versements de dividendes au cours des neuf premiers mois ont totalisé 1,29 \$ par action, ou 63,5 millions \$, contre 1,17 \$ par action, ou 57,3 millions \$ à l'exercice précédent.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2017, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2017 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2017. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés, et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SITUATION FINANCIÈRE

7.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en découlent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	31 mai 2017	31 août 2016	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	102 067	62 286	39 781	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	101 791	115 435	(13 644)	Principalement liées à un changement apporté au cycle de facturation dans le secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancé en partie par la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	8 216	12 701	(4 485)	Non significatif
Charges payées d'avance et autres	23 980	16 208	7 772	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	286	1 040	(754)	Non significatif
	236 340	207 670	28 670	
Passifs courants				
Endettement bancaire	3 367	4 115	(748)	Non significatif
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	218 391	289 668	(71 277)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	24 855	30 688	(5 833)	Principalement liées au règlement de réclamations et de litiges dans le secteur de TIC aux entreprises au cours du troisième trimestre.
Passifs d'impôts sur le résultat	83 586	26 680	56 906	Calendrier des paiements au titre des impôts sur le résultat relatifs au report des acomptes provisionnels jusqu'au début de l'exercice 2018, en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise des filiales du secteur des Services à large bande canadiens.
Produits différés et perçus d'avance	73 743	61 316	12 427	Principalement liées à un changement apporté au cycle de facturation dans le secteur des Services à large bande canadiens.
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	118	—	118	Non significatif
Billet intersociétés à payer - Cogeco inc.	—	40 000	(40 000)	Remboursement de la facilité de crédit renouvelable intersociétés à court terme de 40 millions \$ à la société mère, Cogeco inc., au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.
Tranche à court terme de la dette à long terme	129 197	22 516	106 681	Principalement liée à une débenture non garantie de premier rang d'une valeur de 100 millions \$ venant à échéance en mars 2018.
	533 257	474 983	58 274	
Fonds de roulement déficitaire	(296 917)	(267 313)	(29 604)	

7.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	31 mai 2017	31 août 2016	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	1 952 699	1 989 720	(37 021)	Excédent de la dotation à l'amortissement sur les dépenses d'investissement, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 085 048	1 060 780	24 268	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	2 597 323	2 838 130	(240 807)	Remboursements sur la facilité à terme renouvelable et sur les facilités de crédit de premier rang, conjugués à la débenture non garantie de premier rang d'une valeur de 100 millions \$ venant à échéance en mars 2018, contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs d'impôts différés	622 296	601 127	21 169	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

7.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 30 juin 2017. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

<i>(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)</i>	Nombre d'actions/ d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 774 820	930 815
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	691 342	
Options pouvant être exercées	238 863	

7.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2016, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2016.

Le 9 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 24 janvier 2022.

Au 31 mai 2017, la Société avait utilisé 5,4 millions \$ de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, pour une disponibilité restante de 794,6 millions \$. Par ailleurs, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient d'une facilité renouvelable de 202,5 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 56,6 millions \$ (41,9 millions \$ US) avait été utilisé au 31 mai 2017, pour une disponibilité restante de 145,9 millions \$ (108,1 millions \$ US).

7.5 NOTATIONS

Le 14 décembre 2016, en raison strictement d'une modification générale de sa méthodologie, S&P Global Ratings a réduit sa cote accordée aux titres d'emprunt garantis de premier rang émis par Cogeco Communications inc., la faisant passer de « BBB » à « BBB- », suivant la publication, le 7 décembre 2016, de ses critères révisés en matière de notation des émissions de titres d'emprunt par des sociétés émettrices de titres de la catégorie spéculative. En vertu des critères révisés, les notations attribuées aux instruments d'emprunt émis par des sociétés assorties d'une cote d'émetteur de « BB+ » ne sont pas généralement plus élevées que le niveau se situant au-dessus de la notation de l'émetteur. L'abaissement de la cote accordée aux titres d'emprunt garantis, qui est maintenant de « BBB- », n'est donc pas le reflet d'un changement du profil de crédit sous-jacent de Cogeco Communications. La notation accordée aux titres d'emprunt garantis par S&P correspond maintenant aux notations accordées par DBRS et par Fitch aux titres d'emprunt garantis.

Suite à l'annonce de l'acquisition de MetroCast, l'ensemble des notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband ont été confirmées.

7.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2017, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 31 mai 2017.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié au dollar américain est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 31 mai 2017.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	901,7 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	29,2 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 31 mai 2017 étaient de 1,3500 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,7387 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer le résultat global d'approximativement 20,1 millions \$.

Les taux moyens en vigueur au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains et d'une partie du secteur des Services de TIC aux entreprises s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3479	1,2996	3,7	1,3318	1,3370	(0,4)
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,7036	1,8669	(8,7)	1,6744	1,9699	(15,0)

Les tableaux ci-dessous illustrent l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017.

Trimestre clos le 31 mai 2017 (en milliers de dollars)	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Services de TIC aux entreprises		Données consolidées	
	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées ⁽¹⁾	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	328 976	—	165 136	16 513	71 857	3 773	565 158	20 286
Charges d'exploitation	154 853	1 125	97 370	9 736	50 068	2 371	306 132	13 232
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	—	—	—	4 793	—
BAIIA ajusté	174 123	(1 125)	67 766	6 777	21 789	1 402	254 233	7 054
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	57 298	1 755	32 259	3 226	10 645	576	100 202	5 557
Flux de trésorerie disponibles	—	—	—	—	—	—	104 728	(258)

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

Neuf mois clos le 31 mai 2017 (en milliers de dollars)	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Services de TIC aux entreprises		Données consolidées	
	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées ⁽¹⁾	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	971 601	—	485 011	48 495	221 177	11 370	1 675 123	59 865
Charges d'exploitation	462 724	2 637	279 710	27 965	151 596	6 991	903 062	37 593
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	—	—	—	14 286	—
BAIIA ajusté	508 877	(2 637)	205 301	20 530	69 581	4 379	757 775	22 272
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	154 581	4 692	99 369	9 930	28 945	1 669	282 895	16 291
Flux de trésorerie disponibles	—	—	—	—	—	—	322 894	680

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

8. RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en trois secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services de TIC aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

8.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2017	Ajouts nets (pertes nettes)				% de pénétration ⁽²⁾	
		Trimestres clos les		Neuf mois clos les		31 mai 2017	31 mai 2016
		31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017 ⁽¹⁾	31 mai 2016		
Unités de service primaire	1 926 537	(7 959)	(10 544)	10 273	(4 743)		
Clients du service de vidéo	729 701	(8 274)	(8 109)	(11 061)	(18 101)	42,3	43,9
Clients du service Internet	764 350	5 198	3 707	29 841	23 531	44,3	42,8
Clients du service de téléphonie	432 486	(4 883)	(6 142)	(8 507)	(10 173)	25,1	26,3

(1) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu au premier trimestre de l'exercice 2017.

(2) En pourcentage des foyers câblés.

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 8 274 et à 11 061, respectivement, comparativement à 8 109 et à 18 101 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation pour les deux périodes est essentiellement attribuable à l'intérêt soutenu que portent les clients à l'offre de produits de vidéo, y compris aux services de vidéo numérique avancée TiVo et aux forfaits de services Internet haute vitesse, malgré les offres concurrentielles au sein du secteur, la maturité des catégories de services et le changement des habitudes de consommation vidéo.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont établis à 5 198 et à 29 841, respectivement, comparativement à 3 707 et à 23 531 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse et des services de vidéo numérique avancée TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, de la croissance durable du nombre de clients en provenance des revendeurs Internet et du secteur commercial, et de l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 4 883 et à 8 507, respectivement, comparativement à 6 142 et à 10 173 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes de clients du service de téléphonie découlent essentiellement de l'augmentation de la pénétration de la téléphonie mobile en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2017, 72 % (71 % en 2016) des clients des Services à large bande canadiens étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande canadiens, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 28 % des clients sont abonnés à un seul service (29 % en 2016), 39 % à un duo de services (37 % en 2016) et 33 % au trio (34 % en 2016).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	328 976	318 361	3,3	971 601	948 020	2,5
Charges d'exploitation	154 853	153 051	1,2	462 724	457 184	1,2
BAIIA ajusté	174 123	165 310	5,3	508 877	490 836	3,7
Marge d'exploitation	52,9 %	51,9 %		52,4 %	51,8 %	

PRODUITS

Pour la période de trois mois close le 31 mai 2017, les produits ont augmenté de 10,6 millions \$, ou 3,3 %, pour atteindre 329,0 millions \$. La hausse pour le trimestre s'explique principalement par l'incidence des hausses tarifaires entrées en vigueur en décembre 2016, par la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet, ainsi que par la migration de clients vers des forfaits de plus grande valeur et par la comptabilisation de produits non récurrents de 2,1 millions \$ relativement à des règlements auprès de fournisseurs. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie ainsi que par l'incidence de la décision provisoire du CRTC, le 6 octobre 2016, de réduire de façon importante les tarifs liés à la capacité des services d'accès Internet de tiers (« AIT »).

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les produits ont augmenté de 23,6 millions \$, ou 2,5 %, pour s'établir à 971,6 millions \$. La croissance des produits pour les neuf premiers mois est principalement attribuable à l'incidence des hausses tarifaires entrées en vigueur en décembre 2016, par rapport aux hausses tarifaires entrées en vigueur en février 2016 au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'à la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet, à la migration de clients vers des forfaits de plus grande valeur et à la comptabilisation de produits non récurrents de 2,1 millions \$ relativement à des règlements auprès de fournisseurs au troisième trimestre de l'exercice 2017. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie ainsi que par l'incidence de la décision provisoire du CRTC, le 6 octobre 2016, de réduire de façon importante les tarifs liés à la capacité des services d'AIT.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les charges d'exploitation ont augmenté de 1,8 million \$ et de 5,5 millions \$, ou 1,2 % pour les deux périodes, pour atteindre 154,9 millions \$ et 462,7 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour les deux périodes s'explique essentiellement par la hausse des tarifs de programmation et les coûts additionnels liés à l'implémentation d'un nouveau système de gestion des relations avec les clients, facteurs contrebalancés en partie par une modification de la combinaison de produits où l'accent est davantage mis sur les services Internet à marge plus élevée plutôt que sur les services de vidéo traditionnels.

BAlIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, le BAlIA ajusté a augmenté de 8,8 millions \$, ou 5,3 %, et de 18,0 millions \$, ou 3,7 %, respectivement, pour se chiffrer à 174,1 millions \$ et à 508,9 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison d'une croissance des produits, qui tient compte des produits non récurrents de 2,1 millions \$, supérieure à la croissance des charges d'exploitation pour les deux périodes. Par conséquent, les marges d'exploitation ont augmenté, passant de 51,9 % à 52,9 % et de 51,8 % à 52,4 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016.

8.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2017	Ajouts nets (pertes nettes)				% de pénétration ⁽¹⁾	
		Trimestres clos les		Neuf mois clos les		31 mai 2017	31 mai 2016
		31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016		
Unités de service primaire	608 388	6 008	7 206	14 655	18 840		
Clients du service de vidéo	237 319	(1 703)	(819)	(6 313)	(4 151)	40,1	41,4
Clients du service Internet	270 336	5 969	6 675	16 672	19 537	45,7	42,1
Clients du service de téléphonie	100 733	1 742	1 350	4 296	3 454	17,0	16,1

(1) En pourcentage des foyers câblés.

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 1 703 et à 6 313, respectivement, comparativement à 819 et à 4 151 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour les deux périodes, les pertes nettes sont essentiellement attribuables à la hausse du taux de désabonnement en raison des offres concurrentielles au sein du secteur et des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016, et pour les deux périodes, elles s'expliquent aussi par le changement des habitudes de consommation vidéo. De plus, les pertes nettes pour les deux périodes ont été contrebalancées en partie par l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 5 969 et à 16 672, respectivement, comparativement à 6 675 et à 19 537 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets s'expliquent par l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse, par la croissance soutenue des services de vidéo numérique avancée TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, ainsi que par la croissance dans le secteur commercial et par l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 1 742 et à 4 296, respectivement, comparativement à 1 350 et à 3 454 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance soutenue dans les secteurs résidentiel et commercial.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2017, 55 % (57 % en 2016) des clients des Services à large bande américains étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande américains en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés s'établit comme suit : 45 % des clients sont abonnés à un seul service (43 % en 2016), 35 % à un duo de services (36 % en 2016) et 20 % au trio (21 % en 2016).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	165 136	150 369	9,8	485 011	458 773	5,7
Charges d'exploitation	97 370	87 452	11,3	279 710	262 514	6,6
BAIIA ajusté	67 766	62 917	7,7	205 301	196 259	4,6
Marge d'exploitation	41,0 %	41,8 %		42,3 %	42,8 %	

PRODUITS

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les produits ont augmenté de 14,8 millions \$, ou 9,8 %, pour atteindre 165,1 millions \$, et de 26,2 millions \$, ou 5,7 %, pour atteindre 485,0 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse des produits pour les deux périodes tient essentiellement à la croissance soutenue du nombre de clients des services Internet et de téléphonie des secteurs résidentiel et commercial, ainsi qu'aux hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a également contribué à la croissance des produits pour le trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, la croissance des produits pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois a subi l'incidence défavorable de la hausse du taux de désabonnement en raison des offres concurrentielles au sein du secteur et des hausses tarifaires.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les produits exprimés en monnaie locale se sont chiffrés à 122,5 millions \$ US et à 364,1 millions \$ US, respectivement, comparativement à 115,7 millions \$ US et à 343,2 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016, ce qui représente une hausse de 6,8 millions \$ US et de 21,0 millions \$ US, ou 5,9 % et 6,1 %, respectivement.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les charges d'exploitation ont augmenté de 9,9 millions \$, ou 11,3 %, pour atteindre 97,4 millions \$, et de 17,2 millions \$, ou 6,6 %, pour atteindre 279,7 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour les deux périodes est principalement attribuable à la hausse des tarifs de programmation, aux coûts engagés pour les unités de service primaire additionnelles, aux coûts engagés pour soutenir le développement dans le secteur commercial et aux coûts additionnels engagés pour soutenir la poursuite de l'expansion en Floride. De plus, l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a également contribué à la hausse des charges d'exploitation.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les charges d'exploitation exprimées en monnaie locale se sont chiffrées à 72,2 millions \$ US et à 210,0 millions \$ US, respectivement, comparativement à 67,3 millions \$ US et à 196,4 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016, ce qui représente une hausse de 4,9 millions \$ US et de 13,6 millions \$ US, ou 7,3 % et 6,9 %, respectivement.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,8 millions \$, ou 7,7 %, pour atteindre 67,8 millions \$, et de 9,0 millions \$, ou 4,6 %, pour atteindre 205,3 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. En raison d'une croissance des charges d'exploitation supérieure à la croissance des produits pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les marges d'exploitation ont légèrement diminué, passant de 41,8 % à 41,0 % et de 42,8 % à 42,3 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté exprimé en monnaie locale s'est établi à 50,3 millions \$ US et à 154,2 millions \$ US, respectivement, comparativement à 48,4 millions \$ US et à 146,8 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 1,9 million \$ US et de 7,4 millions \$ US, ou 3,9 % et 5,0 %, respectivement.

8.3 SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	71 857	72 344	(0,7)	221 177	227 984	(3,0)
Charges d'exploitation	50 068	49 408	1,3	151 596	151 510	0,1
BAIIA ajusté	21 789	22 936	(5,0)	69 581	76 474	(9,0)
Marge d'exploitation	30,3 %	31,7 %		31,5 %	33,5 %	

PRODUITS

Pour la période de trois mois close le 31 mai 2017, les produits sont demeurés stables, pour se chiffrer à 71,9 millions \$, et pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les produits ont diminué de 6,8 millions \$, ou 3,0 %, pour atteindre 221,2 millions \$, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016.

Les produits sont demeurés stables pour le trimestre en raison de la croissance des produits tirés de la colocation, conjuguée à l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, facteurs contrebalancés en partie par les pressions concurrentielles sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau et par la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution pour les neuf premiers mois s'explique principalement par les pressions concurrentielles sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau et par la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la croissance des produits tirés de la colocation et par la comptabilisation de produits non récurrents de 2 millions \$ relativement à une convention de droits irrévocables d'usage conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour la période de trois mois close le 31 mai 2017, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,7 million \$, ou 1,3 %, pour s'établir à 50,1 millions \$, comparativement à 49,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les charges d'exploitation sont demeurées essentiellement inchangées, à 151,6 millions \$, contre 151,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette augmentation pour le trimestre découle principalement des frais additionnels engagés pour les installations, des charges de TI et des initiatives de marketing, en raison du calendrier de certaines initiatives, ainsi que de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La légère augmentation pour les neuf premiers mois est principalement attribuable aux frais additionnels engagés pour les installations et aux charges de TI, facteurs partiellement contrebalancés par un profit de 1,8 million \$ à la cession d'immobilisations corporelles au premier trimestre de l'exercice 2017, conjugué à la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté a diminué de 1,1 million \$, ou 5,0 %, pour s'établir à 21,8 millions \$, principalement en raison de la stabilité des produits et de la hausse des charges d'exploitation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté a diminué de 6,9 millions \$, ou 9,0 %, pour s'établir à 69,6 millions \$, en raison de la baisse des produits. Par conséquent, les marges d'exploitation ont diminué, passant de 31,7 % à 30,3 % et de 33,5 % à 31,5 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016.

9. PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2018

La rubrique qui suit comprend des énoncés prospectifs concernant les perspectives financières de Cogeco Communications. Pour une description des facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions de Cogeco Communications, veuillez consulter la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel de 2016 de la Société.

Ces projections financières préliminaires n'incluent pas les résultats financiers prévus découlant de l'annonce d'un accord visant l'acquisition de MetroCast par Atlantic Broadband, une filiale de la Société. Les projections seront révisées une fois la transaction conclue.

Pour l'exercice 2018, Cogeco Communications prévoit que ses produits s'établiront entre 2,30 milliards \$ et 2,33 milliards \$. Au sein du secteur des Services à large bande canadiens, la croissance des produits devrait provenir essentiellement des secteurs résidentiel et commercial et de l'incidence des hausses tarifaires dans la plupart des services. Les produits tirés du secteur résidentiel devraient également augmenter en raison de l'intérêt soutenu à l'égard des services Internet, facteur contrebalancé en partie par la diminution des services de vidéo et de téléphonie attribuable à la maturité des catégories de services, aux offres concurrentielles au sein du secteur et au changement des habitudes de consommation vidéo. De plus, nous prévoyons que la pénétration des services de vidéo numérique et Internet continuera de profiter de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo. La croissance dans le secteur commercial devrait être tributaire de la demande croissante des services Internet et de téléphonie ainsi que des clients en provenance des revendeurs Internet. Au sein du secteur des Services à large bande américains, la croissance des produits devrait provenir essentiellement de la croissance des unités de service primaire dans les secteurs résidentiel et commercial, ainsi que de l'incidence des hausses tarifaires dans la plupart des services. Les produits dans le secteur résidentiel devraient continuer de profiter de l'intérêt soutenu des clients à l'égard de l'ensemble des services, y compris les services de vidéo numérique avancée TiVo, ainsi que de la poursuite de l'expansion en Floride. En outre, la croissance des produits dans le secteur commercial devrait découler des nouvelles offres dans les services Internet et de téléphonie. Dans le secteur des Services de TIC aux entreprises, la croissance des produits devrait découler essentiellement des services d'informatique en nuage, en raison de services supplémentaires, facteur contrebalancé en partie par la diminution des services de connectivité réseau en raison des pressions concurrentielles sur les tarifs.

Le BAIIA ajusté devrait s'établir entre 1 025 millions \$ et 1 050 millions \$ en raison d'une croissance des produits supérieure à la croissance des charges d'exploitation qui s'explique par les initiatives de réduction des coûts découlant de l'amélioration des systèmes et des processus, contrebalancée en partie par les initiatives de marketing, par les coûts additionnels visant à appuyer la croissance des produits et par les hausses annuelles des tarifs de programmation. La marge d'exploitation devrait demeurer essentiellement inchangée par rapport aux projections financières révisées pour l'exercice 2017.

Les flux de trésorerie disponibles devraient se situer dans la même fourchette que celle présentée dans les projections financières révisées pour l'exercice 2017 en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des dépenses d'investissement et des impôts exigibles. Par conséquent, les flux de trésorerie disponibles générés devraient permettre de réduire l'endettement, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et, par le fait même, d'améliorer les ratios d'endettement nets de la Société.

Le ratio d'intensité du capital devrait augmenter par rapport aux projections financières révisées pour l'exercice 2017, en raison principalement de la hausse importante des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains qui s'explique par la poursuite de l'expansion dans les secteurs qui affichent une forte croissance en Floride.

Le tableau qui suit présente les projections financières préliminaires consolidées de l'exercice 2018.

	Projections préliminaires Exercice 2018 ⁽¹⁾	Projections révisées au 2 novembre 2016 Exercice 2017
(en millions de dollars)	\$	\$
Projections financières		
Produits	2 300 à 2 330	2 200 à 2 230
BAIIA ajusté	1 025 à 1 050	980 à 1 005
Marge d'exploitation	44,6 % à 45,1 %	44,5 % à 45,1 %
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	470 à 485	430 à 445
Flux de trésorerie disponibles	345 à 375	345 à 375
Intensité du capital	20,5 % à 21,0 %	19,5 % à 20,0 %

(1) Les projections financières de l'exercice 2018 sont fondées sur un taux de change estimatif de 1,33 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,65 \$ CA pour 1 £, comparativement à 1,32 et à 1,65, respectivement, pour les projections financières révisées de l'exercice 2017. Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 23 %.

10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction (« chef de la direction ») et le premier vice-président et chef de la direction financière (« chef de la direction financière »), conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (les « CPCI ») et un CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2017 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017.

11. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2016, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2016, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 9 avril 2015, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services de télécommunication de base qui devraient être offerts à tous les Canadiens à un prix abordable. Dans le cadre de cette instance, le CRTC a tenté de déterminer si le service d'accès Internet à large bande devrait faire partie de la définition actuelle des services de télécommunication de base et si le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local devrait être modifié afin de permettre le financement de l'expansion du service d'accès Internet dans les régions rurales et éloignées.

Le 21 décembre 2016, le CRTC a rendu sa décision et déterminé que l'accès à un service Internet à large bande est maintenant un service de télécommunication de base pour tous les Canadiens. Le CRTC a créé un nouveau fonds pour soutenir des projets qui visent à bâtir ou à mettre à jour l'infrastructure pour l'accès aux services Internet à large bande sur réseaux fixes et mobiles afin d'atteindre des cibles précises. Le fonds versera jusqu'à 750 millions \$ au cours des cinq premières années. Le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local du CRTC sera retiré progressivement et passera ensuite en grande partie au nouveau mécanisme de financement. De plus, l'actuel financement sera étendu pour inclure les revenus provenant des services d'accès Internet et de messagerie texte. Cette modification du calcul des frais en pourcentage des revenus entrera en vigueur dès la première année de la mise en œuvre du nouveau fonds, et le CRTC prévoit que les frais en pourcentage des revenus seront à peu près les mêmes que ceux actuellement en vigueur, c'est-à-dire 0,63 %. Deux instances de suivi ont été lancées en avril 2017 pour examiner toutes les questions liées au nouveau mécanisme de financement et la façon dont le régime de subvention des services locaux actuel sera retiré progressivement.

Dans son plan budgétaire daté du 23 mars 2017, le gouvernement fédéral a proposé d'examiner et de moderniser la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*. Dans le cadre de cet examen, le gouvernement a indiqué qu'il examinera des questions comme les télécommunications et la création de contenu à l'ère numérique, la neutralité et la diversité culturelle d'Internet, et la façon d'assurer un avenir plus solide aux médias canadiens et à la création de contenu canadien. Le calendrier de l'examen et d'autres détails seront annoncés ultérieurement. Il est impossible de déterminer pour l'instant si cet examen aura une incidence significative sur les activités de la Société.

12. MÉTHODES COMPTABLES

12.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, et elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Développements futurs en matière de comptabilité au Canada » du rapport annuel de 2016 de la Société, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

12.2 MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important des méthodes et des estimations comptables critiques de Cogeco Communications depuis le 31 août 2016, à l'exception de ce qui suit. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2016, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

En 2016, l'*IFRS Interpretations Committee* (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	12 086	(4 093)	7 993
Passifs d'impôts différés	514 194	112 134	626 328
Bénéfices non distribués	660 999	(116 227)	544 772
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	11 680	(4 093)	7 587
Passifs d'impôts différés	488 993	112 134	601 127
Bénéfices non distribués	389 720	(116 227)	273 493

13. MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'exploitation. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge d'exploitation » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables définies par les IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non définie par les IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie, - impôts sur le résultat payés, - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles, - charges financières, - acquisition d'immobilisations corporelles, - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté et marge d'exploitation	Le BAIIA ajusté et la marge d'exploitation sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'exploitation de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice (perte) de la période; Ajouter : - impôts sur le résultat, - charges financières, - dotation aux amortissements, - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, - perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, - réclamations et litiges. Marge d'exploitation : - BAIIA ajusté; Diviser par : - produits.	Bénéfice (perte) de la période Aucune mesure comparable selon les IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : - acquisition d'immobilisations corporelles, - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs; Diviser par : - produits.	Aucune mesure comparable selon les IFRS

13.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	241 689	181 498	610 700	483 545
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 235	2 244	6 633	6 892
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(28 891)	(36 050)	43 180	21 623
Impôts sur le résultat payés	562	39 825	5 651	104 550
Impôts exigibles	(21 529)	(24 528)	(67 244)	(70 635)
Charges financières payées	42 656	48 909	103 226	112 906
Charges financières	(31 792)	(32 792)	(96 357)	(101 984)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(95 447)	(89 629)	(268 552)	(341 632)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(4 755)	(4 813)	(14 343)	(15 861)
Flux de trésorerie disponibles	104 728	84 664	322 894	199 404

13.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	227 890	(264 209)
Impôts sur le résultat	26 641	12 127	75 602	51 225
Charges financières	31 792	32 792	96 357	101 984
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	450 000
Dotation aux amortissements	119 597	123 928	357 926	378 664
Réclamations et litiges	—	10 499	—	10 499
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	7 476
BAIIA ajusté	254 233	243 115	757 775	735 639
Produits	565 158	540 257	1 675 123	1 632 093
Marge d'exploitation	45,0 %	45,0 %	45,2 %	45,1 %

13.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	95 447	89 629	268 552	341 632
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	4 755	4 813	14 343	15 861
Total des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 202	94 442	282 895	357 493
Produits	565 158	540 257	1 675 123	1 632 093
Intensité du capital	17,7 %	17,5 %	16,9 %	21,9 %

14. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 31 mai	le 28 février	le 29 février	les 30 novembre	les 31 août
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)					
	2017	2016	2017	2016	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	565 158	540 257	560 875	551 523	549 090
BAlIA ajusté	254 233	243 115	253 839	248 382	249 703
Marge d'exploitation	45,0 %	45,0 %	45,3 %	45,0 %	45,5 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	4 320	—
Réclamations et litiges	—	10 499	—	—	—
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	—	—
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	76 663	62 042	75 024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	241 689	181 498	245 550	205 954	123 461
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 202	94 442	86 199	116 732	96 494
Flux de trésorerie disponibles	104 728	84 664	116 787	74 698	101 379
Intensité du capital	17,7 %	17,5 %	15,4 %	21,2 %	17,6 %
Bénéfice (perte) par action ⁽¹⁾					
De base	1,55	(7,89)	1,56	1,27	1,53
Dilué(e)	1,54	(7,89)	1,55	1,26	1,52
Dividendes par action	0,43	0,39	0,43	0,39	0,39

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

14.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services de vidéo et Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

15. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 13 juillet 2017. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Jan Peeters

Jan Peeters

Président du conseil d'administration

/s/ Louis Audet

Louis Audet

Président et chef de la direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 13 juillet 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

COGECO COMMUNICATIONS INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2017	2016	2017	2016
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>		\$	\$	\$	\$
Produits	3	565 158	540 257	1 675 123	1 632 093
Charges d'exploitation	5	306 132	292 555	903 062	882 566
Honoraires de gestion - Cogeco inc.	17	4 793	4 587	14 286	13 888
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3	—	1 126	—	7 476
Réclamations et litiges	3	—	10 499	—	10 499
Dotation aux amortissements	6	119 597	123 928	357 926	378 664
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	7	—	450 000	—	450 000
Charges financières	8	31 792	32 792	96 357	101 984
Impôts sur le résultat	9	26 641	12 127	75 602	51 225
Bénéfice (perte) de la période		76 203	(387 357)	227 890	(264 209)
Bénéfice (perte) par action					
De base	10	1,55	(7,89)	4,63	(5,39)
Dilué(e)	10	1,54	(7,89)	4,60	(5,39)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	227 890	(264 209)
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(146)	788	1 459	(49 813)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	—	—	—	48 108
Impôts sur le résultat y afférents	39	(198)	(368)	402
	(107)	590	1 091	(1 303)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	14 278	(27 342)	21 464	(3 917)
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(10 067)	19 406	(16 342)	4 550
Impôts sur le résultat y afférents	(155)	—	(406)	—
	4 056	(7 936)	4 716	633
	3 949	(7 346)	5 807	(670)
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(1 663)	(291)	6 364	(2 421)
Impôts sur le résultat y afférents	441	78	(1 686)	651
	(1 222)	(213)	4 678	(1 770)
Autres éléments du résultat global de la période	2 727	(7 559)	10 485	(2 440)
Résultat global de la période	78 930	(394 916)	238 375	(266 649)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
	<i>(Note 12)</i>		<i>(Note 13)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	
Solde au 31 août 2015	1 001 618	12 535	83 820	544 772	1 642 745
Perte de la période	—	—	—	(264 209)	(264 209)
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(670)	(1 770)	(2 440)
Résultat global de la période	—	—	(670)	(265 979)	(266 649)
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	5 193	—	—	—	5 193
Rémunération fondée sur des actions	—	5 286	—	—	5 286
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	1 243	(1 243)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 12 C))	—	—	—	(18 359)	(18 359)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 12 C))	—	—	—	(38 985)	(38 985)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 575)	—	—	—	(4 575)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 631	(3 867)	—	(764)	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	6 492	176	—	(58 108)	(51 440)
Solde au 31 mai 2016	1 008 110	12 711	83 150	220 685	1 324 656
Solde au 31 août 2016	1 008 467	13 328	84 627	273 493	1 379 915
Bénéfice de la période	—	—	—	227 890	227 890
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	5 807	4 678	10 485
Résultat global de la période	—	—	5 807	232 568	238 375
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	5 111	—	—	—	5 111
Rémunération fondée sur des actions	—	3 612	—	—	3 612
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	1 078	(1 078)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 12 C))	—	—	—	(20 242)	(20 242)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 12 C))	—	—	—	(43 241)	(43 241)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(3 436)	—	—	—	(3 436)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 056	(3 859)	—	(197)	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	6 809	(1 325)	—	(63 680)	(58 196)
Solde au 31 mai 2017	1 015 276	12 003	90 434	442 381	1 560 094

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	31 mai 2017	31 août 2016
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
			<i>(retraité, Note 2)</i>
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 B)	102 067	62 286
Créances clients et autres débiteurs		101 791	115 435
Impôts sur le résultat à recevoir		8 216	12 701
Charges payées d'avance et autres		23 980	16 208
Instrument financier dérivé		286	1 040
		236 340	207 670
Actifs non courants			
Autres actifs		5 752	7 944
Immobilisations corporelles		1 952 699	1 989 720
Immobilisations incorporelles		2 058 783	2 059 548
Goodwill		1 085 048	1 060 780
Instrument financier dérivé		1 008	—
Actifs d'impôts différés		9 171	7 587
		5 348 801	5 333 249
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		3 367	4 115
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		218 391	289 668
Provisions		24 855	30 688
Passifs d'impôts sur le résultat		83 586	26 680
Produits différés et perçus d'avance		73 743	61 316
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		118	—
Billet intersociétés à payer - Cogeco inc.	17	—	40 000
Tranche à court terme de la dette à long terme	11	129 197	22 516
		533 257	474 983
Passifs non courants			
Dette à long terme	11	2 597 323	2 838 130
Instruments financiers dérivés		—	165
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		32 920	30 120
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		2 911	8 809
Passifs d'impôts différés		622 296	601 127
		3 788 707	3 953 334
Capitaux propres			
Capital social	12 B)	1 015 276	1 008 467
Réserve de rémunération fondée sur des actions		12 003	13 328
Cumul des autres éléments du résultat global	13	90 434	84 627
Bénéfices non distribués		442 381	273 493
		1 560 094	1 379 915
		5 348 801	5 333 249

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2017	2016	2017	2016
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice (perte) de la période		76 203	(387 357)	227 890	(264 209)
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	6	119 597	123 928	357 926	378 664
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	7	—	450 000	—	450 000
Charges financières	8	31 792	32 792	96 357	101 984
Impôts sur le résultat	9	26 641	12 127	75 602	51 225
Rémunération fondée sur des actions	12 D)	1 775	1 892	4 511	5 495
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		1 557	537	1 067	1 495
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		(1 549)	263	(596)	(2 030)
		256 016	234 182	762 757	722 624
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	14 A)	28 891	36 050	(43 180)	(21 623)
Charges financières payées		(42 656)	(48 909)	(103 226)	(112 906)
Impôts sur le résultat payés		(562)	(39 825)	(5 651)	(104 550)
		241 689	181 498	610 700	483 545
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(95 447)	(89 629)	(268 552)	(341 632)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs		(4 755)	(4 813)	(14 343)	(15 861)
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		—	—	(804)	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		—	286	8 467	585
Autres		(10)	(778)	(10)	156
		(100 212)	(94 934)	(275 242)	(356 752)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		(2 043)	3 534	(748)	26 863
Remboursement du billet intersociétés - Cogeco inc.		(40 000)	—	(40 000)	—
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(20 326)	(37 238)	(173 323)	36 459
Remboursement de dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés		(1 601)	(9 339)	(19 444)	(240 629)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		(837)	—	(837)	—
Coûts de transaction liés à la conversion de la dette et augmentation des coûts de transaction différés		—	(668)	(440)	(1 108)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	12 B)	479	592	5 111	5 193
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	12 B)	—	—	(3 436)	(4 575)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	12 C)	(6 748)	(6 120)	(20 242)	(18 359)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	12 C)	(14 422)	(13 029)	(43 241)	(38 985)
		(85 498)	(62 268)	(296 600)	(235 141)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères					
		253	(256)	923	(60)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		56 232	24 040	39 781	(108 408)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		45 835	30 718	62 286	163 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		102 067	54 758	102 067	54 758

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société ouverte canadienne de communications dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous le nom d'Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, la Société fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, services d'informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,7% des actions de participation de la Société, représentant 82,3% des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2016.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2016, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients du service de vidéo et du service d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 13 juillet 2017.

2. CHANGEMENT DE CONVENTION COMPTABLE

En 2016, l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence du changement de convention comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	12 086	(4 093)	7 993
Passifs d'impôts différés	514 194	112 134	626 328
Bénéfices non distribués	660 999	(116 227)	544 772
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	11 680	(4 093)	7 587
Passifs d'impôts différés	488 993	112 134	601 127
Bénéfices non distribués	389 720	(116 227)	273 493

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en trois secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services des technologies de l'information et des communications (« TIC ») aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services de vidéo, d'Internet et de téléphonie et fournissent également aux petites et moyennes entreprises des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces du Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut.

Le secteur des Services de TIC aux entreprises fournit des services de colocation, de connectivité réseau, d'hébergement et d'informatique en nuage ainsi qu'un riche portefeuille de services gérés aux petites, moyennes et grandes entreprises de certaines régions du monde, par l'entremise de ses centres de données situés au Canada, aux États-Unis et en Europe. Cogeco Peer 1 fournit ces services dans les principaux marchés verticaux suivants : la vente au détail en ligne, les services financiers, la technologie, le secteur public, l'éducation, les soins de santé, les services aux entreprises, le secteur manufacturier, les médias et les jeux en ligne. Cogeco Peer 1 offre ses services par l'intermédiaire de ses 16 centres de données et plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Le secteur des Services de TIC aux entreprises exerce ses activités au Canada (en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec), aux États-Unis (en Californie, au Texas, en Virginie, en Floride et en Géorgie) et en Europe (à Londres et à Southampton, au Royaume-Uni et en France).

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les autres charges, à l'exception des honoraires de gestion, des charges financières et des impôts sur le résultat, sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les honoraires de gestion, les charges financières et les impôts sur le résultat sont gérés sur une base consolidée et, par conséquent, ils ne sont pas reflétés dans les résultats sectoriels. Les éliminations intersectorielles et autres, éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats opérationnels de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Trois mois clos le 31 mai 2017					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	328 976	165 136	71 857	(811)	565 158
Charges d'exploitation	154 853	97 370	50 068	3 841	306 132
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	4 793	4 793
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	174 123	67 766	21 789	(9 445)	254 233
Dotation aux amortissements	57 781	35 791	25 948	77	119 597
Charges financières	—	—	—	—	31 792
Impôts sur le résultat	—	—	—	—	26 641
Bénéfice de la période	—	—	—	—	76 203
Acquisition d'immobilisations corporelles	54 785	30 994	9 668	—	95 447
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	2 513	1 265	977	—	4 755

(1) Les produits par marché géographique comprennent 370 624 \$ au Canada, 186 802 \$ aux États-Unis et 7 732 \$ en Europe.

Trois mois clos le 31 mai 2016					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	318 361	150 369	72 344	(817)	540 257
Charges d'exploitation	153 051	87 452	49 408	2 644	292 555
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	4 587	4 587
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	165 310	62 917	22 936	(8 048)	243 115
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	21	1 105	—	1 126
Réclamations et litiges ⁽³⁾	—	—	10 499	—	10 499
Dotation aux amortissements	60 517	31 951	31 385	75	123 928
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles (Note 7)	—	—	450 000	—	450 000
Charges financières	—	—	—	—	32 792
Impôts sur le résultat	—	—	—	—	12 127
Perte de la période	—	—	—	—	(387 357)
Acquisition d'immobilisations corporelles	33 812	24 973	30 844	—	89 629
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	3 235	1 000	578	—	4 813

(1) Les produits par marché géographique comprennent 357 954 \$ au Canada, 173 170 \$ aux États-Unis et 9 133 \$ en Europe.

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains et des frais de restructuration dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

(3) Comprennent des coûts liés au règlement de réclamations et coûts liés aux litiges.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

	Neuf mois clos le 31 mai 2017				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	971 601	485 011	221 177	(2 666)	1 675 123
Charges d'exploitation	462 724	279 710	151 596	9 032	903 062
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	14 286	14 286
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	508 877	205 301	69 581	(25 984)	757 775
Dotation aux amortissements	174 812	103 534	79 353	227	357 926
Charges financières	—	—	—	—	96 357
Impôts sur le résultat	—	—	—	—	75 602
Bénéfice de la période	—	—	—	—	227 890
Immobilisations corporelles	1 083 665	470 862	397 645	527	1 952 699
Immobilisations incorporelles	990 602	981 106	87 075	—	2 058 783
Goodwill	4 662	807 654	272 732	—	1 085 048
Acquisition d'immobilisations corporelles	146 735	95 770	26 047	—	268 552
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	7 846	3 599	2 898	—	14 343

(1) Les produits par marché géographique comprennent 1 100 391 \$ au Canada, 550 960 \$ aux États-Unis et 23 772 \$ en Europe.

	Neuf mois clos le 31 mai 2016				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	948 020	458 773	227 984	(2 684)	1 632 093
Charges d'exploitation	457 184	262 514	151 510	11 358	882 566
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	13 888	13 888
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	490 836	196 259	76 474	(27 930)	735 639
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	2 752	594	4 130	—	7 476
Réclamations et litiges ⁽³⁾	—	—	10 499	—	10 499
Dotation aux amortissements	182 970	97 427	98 042	225	378 664
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles (Note 7)	—	—	450 000	—	450 000
Charges financières	—	—	—	—	101 984
Impôts sur le résultat	—	—	—	—	51 225
Perte de la période	—	—	—	—	(264 209)
Immobilisations corporelles ⁽⁴⁾	1 106 192	444 666	438 108	754	1 989 720
Immobilisations incorporelles ⁽⁴⁾	988 957	970 790	99 801	—	2 059 548
Goodwill ⁽⁴⁾	4 662	784 680	271 438	—	1 060 780
Acquisition d'immobilisations corporelles	178 568	83 218	79 820	26	341 632
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	8 940	2 949	3 972	—	15 861

(1) Les produits par marché géographique comprennent 1 067 664 \$ au Canada, 535 071 \$ aux États-Unis et 29 358 \$ en Europe.

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains et des frais de restructuration dans les secteurs des Services à large bande canadiens et des Services de TIC aux entreprises.

(3) Comprennent des coûts liés au règlement de réclamations et coûts liés aux litiges.

(4) Au 31 août 2016.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 31 mai 2017 et 31 août 2016 :

	Au 31 mai 2017			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 397 249	522 042	33 408	1 952 699
Immobilisations incorporelles	1 046 038	1 008 181	4 564	2 058 783
Goodwill	221 867	848 201	14 980	1 085 048

	Au 31 août 2016			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 450 350	502 357	37 013	1 989 720
Immobilisations incorporelles	1 051 192	1 002 134	6 222	2 059 548
Goodwill	221 867	824 074	14 839	1 060 780

4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services d'Internet.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et était assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture, qui ont été complétés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017. La répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire 30 novembre 2016	Finale 28 février 2017
	\$	\$
Prix d'achat		
Contrepartie versée	880	880
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	896	955
	1 776	1 835
Actifs nets acquis		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76	76
Créances clients et autres débiteurs	70	57
Charges payées d'avance et autres	9	9
Immobilisations corporelles	204	204
Immobilisations incorporelles	2 296	2 358
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(102)	(92)
Passifs d'impôts sur le résultat	(13)	(13)
Produits différés et perçus d'avance	(10)	(10)
Passifs d'impôts différés	(549)	(549)
Dettes à long terme prise en charge	(205)	(205)
	1 776	1 835

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	90 765	88 042	268 959	265 531
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	167 441	162 167	496 410	485 908
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	15 994	16 427	49 940	49 486
Autres achats externes ⁽³⁾	31 932	25 919	87 753	81 641
	306 132	292 555	903 062	882 566

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

6. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	103 881	106 510	311 205	325 345
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 716	17 418	46 721	53 319
	119 597	123 928	357 926	378 664

7. PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours de la période de trois mois close le 31 mai 2016, la direction a revu à la baisse ses projections financières futures, ce qui s'est traduit par une diminution de la valeur du placement de la Société dans Cogeco Peer 1. La Société a donc effectué un test de dépréciation du goodwill et de tous les actifs à long terme de Cogeco Peer 1 au 31 mai 2016. En se fondant sur les attentes réduites à l'égard de la croissance future des produits, de la rentabilité et des flux de trésorerie, la Société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill sans effet sur la trésorerie de 428,5 millions \$. Également, la Société a effectué son test de dépréciation des actifs à long terme et a conclu que la valeur comptable des relations-clients excédait leur valeur recouvrable, calculée comme les flux de trésorerie futurs actualisés qui devraient être tirés de l'actif. Une perte de valeur sans effet sur la trésorerie de 21,5 millions \$ a donc été constatée au cours de la période de trois mois close le 31 mai 2016 à l'égard des relations-clients.

Au 31 mai 2017, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill et des actifs à long terme de Cogeco Peer 1, suite au fait que les indicateurs de performance financière sont inférieurs aux prévisions initiales. Il a été déterminé que la valeur recouvrable était supérieure à sa valeur comptable et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 31 mai 2017.

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	31 251	32 309	93 704	100 026
Gains nets de change	(723)	(599)	(912)	(1 988)
Amortissement des coûts de transaction différés	641	605	1 887	1 827
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽¹⁾	(738)	(509)	(2 097)	(1 318)
Autres	1 361	986	3 775	3 437
	31 792	32 792	96 357	101 984

(1) Pour les périodes de trois et de neuf mois closes les 31 mai 2017 et 2016, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5%.

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	21 529	24 528	67 244	70 635
Différés	5 112	(12 401)	8 358	(19 410)
	26 641	12 127	75 602	51 225

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	102 844	(375 230)	303 492	(212 984)
Taux d'imposition combiné canadien	26,50%	26,92%	26,50%	27,12%
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	27 254	(101 030)	80 426	(57 756)
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	2 857	(695)	8 346	3 260
Réévaluation des actifs d'impôts différés	(293)	12 278	(29)	12 278
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts pratiquement en vigueur	—	(343)	(1 714)	1 294
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables ⁽¹⁾	(6)	107 348	89	107 730
Incidences fiscales provenant des investissements dans des établissements à l'étranger	(4 327)	(5 423)	(12 762)	(16 616)
Autres	1 156	(8)	1 246	1 035
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	26 641	12 127	75 602	51 225

(1) Comprennent 107,2 millions \$ découlant des pertes de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles non déductibles pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2016.

10. BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice (perte) par action de base et dilué(e) :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	227 890	(264 209)
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 230 481	49 096 586	49 188 494	49 005 630
Incidence des options sur actions dilutives ^{(1) (2)}	176 273	—	141 753	—
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives ⁽²⁾	104 035	—	114 349	—
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives ⁽²⁾	115 817	—	110 251	—
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 626 606	49 096 586	49 554 847	49 005 630
Bénéfice (perte) par action				
De base	1,55	(7,89)	4,63	(5,39)
Dilué(e)	1,54	(7,89)	4,60	(5,39)

- (1) Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, 2 475 et 6 375 options sur actions (162 900 et 170 200 en 2016) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.
- (2) Le nombre moyen pondéré potentiellement dilutif des actions subalternes à droit de vote, totalisant 387 097 et 435 822 pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2016, est antidilutif en raison de la perte enregistrée dans la période.

11. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	31 mai 2017 \$	31 août 2016 \$
Société				
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 59,5 millions \$ US au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	78 040
Emprunt renouvelable - 23,6 millions £ au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	40 646
Facilité renouvelable du Royaume-Uni - 4,4 millions £ au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	7 578
Billets garantis de premier rang				
Série A - 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	33 635	32 665
Série B - 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	201 769	195 961
Billets garantis de premier rang Série B	octobre 2018	7,60	54 905	54 853
Billets garantis de premier rang - 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	289 129	280 787
Déventures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 309	199 174
Déventures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	199 016	198 878
Déventures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	298 006	297 788
Déventure non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	99 969	99 939
Billets non garantis de premier rang - 400 millions \$ US	mai 2020	4,88	536 416	520 201
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A-2 - 95,7 millions \$ US (98,2 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ^{(2) (3)}	127 955	127 146
Facilité d'emprunt à terme A-3 - 119,9 millions \$ US (124,6 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ^{(2) (3)}	160 288	161 284
Facilité d'emprunt à terme B - 355,4 millions \$ US (362,6 millions \$ US au 31 août 2016)	décembre 2019	3,54 ⁽²⁾	472 123	466 024
Facilité renouvelable - 40 millions \$ US (76 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ⁽²⁾	54 000	99 682
			2 726 520	2 860 646
Moins : tranche à court terme			129 197	22 516
			2 597 323	2 838 130

(1) Le 9 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2022.

(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.

(3) Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de la Société a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions \$ US (75 millions \$ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A-3 et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

12. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2017	31 août 2016
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
33 774 480 actions subalternes à droit de vote (33 673 541 au 31 août 2016)	930 789	924 600
	1 029 135	1 022 946
105 219 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (160 323 au 31 août 2016)	(5 801)	(8 527)
122 614 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (89 632 au 31 août 2016)	(8 058)	(5 952)
	1 015 276	1 008 467

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	33 673 541	924 600
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options d'achat d'actions	100 939	5 111
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des d'actions pour les options exercées	—	1 078
Solde au 31 mai 2017	33 774 480	930 789

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	160 323	8 527
Actions subalternes à droit de vote acquises	19 391	1 240
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(74 495)	(3 966)
Solde au 31 mai 2017	105 219	5 801

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2016	89 632	5 952
Actions subalternes à droit de vote acquises	34 344	2 196
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(1 362)	(90)
Solde au 31 mai 2017	122 614	8 058

C) DIVIDENDES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, des dividendes déterminés trimestriels de 0,43 \$ l'action, pour un total de 1,29 \$ l'action, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 63,5 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,39 \$ l'action, pour un total de 1,17 \$ l'action, ou 57,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2016.

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2017, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2017 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2017.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2016 de la Société.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 31 mai 2017 :

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2016	645 626	53,67
Attribuées ⁽¹⁾	210 650	62,43
Exercées ⁽²⁾	(100 939)	50,64
Annulées	(63 655)	60,60
En circulation au 31 mai 2017	691 682	56,14
Pouvant être exercées au 31 mai 2017	239 203	47,07

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, la Société a attribué 81 350 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 68,25 \$.

Une charge de rémunération de 171 000 \$ et 427 000 \$ (214 000 \$ et 473 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ce régime.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2017 était de 8,96 \$ (11,36 \$ en 2016) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'option Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2017	2016
	%	%
Taux de dividende attendu	2,52	2,08
Volatilité attendue	21,28	22,34
Taux d'intérêt sans risque	0,81	0,97
Durée prévue (en années)	6,1	6,1

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	144 623
Attribuées ⁽¹⁾	41 075
Distribuées	(74 495)
Annulées	(9 665)
En circulation au 31 mai 2017	101 538

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, la Société n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 522 000 \$ et 1 472 000 \$ (784 000 \$ et 2 909 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	81 376
Attribuées ⁽¹⁾	50 925
Distribuées	(1 362)
Annulées	(18 421)
Équivalents de dividendes	2 131
En circulation au 31 mai 2017	114 649

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, la Société a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 353 000 \$ et 728 000 \$ (323 000 \$ et 850 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	32 483
Émises	7 097
Équivalents de dividendes	670
En circulation au 31 mai 2017	40 250

Une charge de rémunération de 387 000 \$ et 899 000 \$ (205 000 \$ et 209 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ce régime.

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015	1 330	82 490	83 820
Autres éléments du résultat global	(1 303)	633	(670)
Solde au 31 mai 2016	27	83 123	83 150
Solde au 31 août 2016	(121)	84 748	84 627
Autres éléments du résultat global	1 091	4 716	5 807
Solde au 31 mai 2017	970	89 464	90 434

14. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	16 822	4 515	14 193	20 436
Charges payées d'avance et autres	(639)	5 446	(7 147)	1 869
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	9 146	17 474	(57 386)	(53 674)
Provisions	(9 179)	6 634	(7 254)	7 133
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	12 741	1 981	14 414	2 613
	28 891	36 050	(43 180)	(21 623)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Aux 31 mai 2017 et 31 août 2016, la Société ne détenait aucun équivalent de trésorerie.

15. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	661	560	1 984	1 680
Charges administratives	65	49	195	147
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	58	21	174	65
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	2 036	1 971	6 636	6 461
	2 820	2 601	8 989	8 353

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2017, la Société utilisait 5,4 millions \$ des 800 millions \$ disponibles en vertu de sa facilité à terme renouvelable, pour un solde disponible de 794,6 millions \$. Deux filiales de la Société liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable de 202,5 millions \$ (150 millions \$ US) dont 56,6 millions \$ (41,9 millions \$ US) était utilisée au 31 mai 2017 pour un solde disponible de 145,9 millions \$ (108,1 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2017, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 31 mai 2017 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié au dollar américain est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 31 mai 2017 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	901,7 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	29,2 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 31 mai 2017 étaient de 1,3500 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,7387 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 20,1 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2017		31 août 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	2 726 520	2 848 933	2 860 646	2 975 511

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 31 mai 2017 et 31 août 2016, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	31 mai 2017	31 août 2016
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,0	2,3
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,6	2,9
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,7	7,2

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 31 mai 2017 et 31 août 2016.

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. La Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 se sont chiffrés à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,6 millions \$ et à 13,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, la Société a attribué 81 350 options sur actions (71 650 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, la Société a facturé des montants de 163 000 \$ et 465 000 \$ (162 000 \$ et 442 000 \$ en 2016), 2 000 \$ et 37 000 \$ (69 000 \$ et 248 000 \$ en 2016) et 177 000 \$ et 483 000 \$ (135 000 \$ et 364 000 \$ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement que la Société a attribué à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et Cogeco en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de la Société. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à la Société à la date de signature. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à celui de la facilité renouvelable canadienne de la Société. Le prêt intersociétés a été entièrement remboursé par la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

18. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 10 juillet 2017, Cogeco Communications a annoncé que sa filiale, Atlantic Broadband, a conclu un accord avec Harron Communications, L.P., dans le but d'acquérir la quasi-totalité des actifs de ses systèmes de câblodistribution exerçant ses activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »), qui dessert environ 120 000 clients d'Internet, 76 000 clients de vidéo et 37 000 clients de téléphonie. La transaction évaluée à 1,4 milliard \$ US inclut la valeur actualisée prévue des avantages fiscaux futurs de 310 millions \$ US et est assujettie aux ajustements de clôture habituels. Cette acquisition devrait être financée au moyen d'un financement par titres d'emprunt sans recours d'Atlantic Broadband et d'une participation en actions de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband. La transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, aux approbations réglementaires, de même qu'à d'autres conditions habituelles. La Société prévoit conclure la transaction en janvier 2018.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2017	28 février 2017	30 novembre 2016	31 août 2016	31 mai 2016
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 534 925	2 536 876	2 527 602	2 507 750	2 511 799
Clients du service de vidéo	967 020	976 997	981 682	982 955	992 409
Clients du service Internet	1 034 686	1 023 519	1 007 610	987 365	977 538
Clients du service de téléphonie	533 219	536 360	538 310	537 430	541 852
CANADA					
Unités de service primaire	1 926 537	1 934 496	1 930 909	1 914 017	1 921 799
Clients du service de vidéo	729 701	737 975	740 855	739 323	747 257
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	42,3 %	42,9 %	43,3 %	43,4 %	43,9 %
Clients du service Internet	764 350	759 152	749 275	733 701	728 086
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,3 %	44,2 %	43,8 %	43,0 %	42,8 %
Clients du service de téléphonie	432 486	437 369	440 779	440 993	446 456
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	25,1 %	25,5 %	25,8 %	25,9 %	26,3 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	608 388	602 380	596 693	593 733	590 000
Clients du service de vidéo	237 319	239 022	240 827	243 632	245 152
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	40,1 %	40,4 %	40,7 %	41,2 %	41,4 %
Clients du service Internet	270 336	264 367	258 335	253 664	249 452
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	45,7 %	44,7 %	43,7 %	42,9 %	42,1 %
Clients du service de téléphonie	100 733	98 991	97 531	96 437	95 396
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	17,0 %	16,7 %	16,5 %	16,3 %	16,1 %